

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	9
Abréviations utilisées.....	11
Expressions, adages et principes généraux du droit exprimés en latin	13
Avertissement à l'attention du lecteur.....	15

LIVRE 2

LES ACTES JURIDIQUES UNILATÉRAUX

1	La diversité des actes juridiques – Plan du livre 2.....	17
---	--	----

PARTIE 1

LE RÉGIME GÉNÉRAL DES ACTES JURIDIQUES UNILATÉRAUX

2	Un phénomène aussi courant que multiforme	19
3	Comment construire le régime de l'acte unilatéral ?.....	20
4	Plan.....	23

Chapitre 1

	LA DÉFINITION DE L'ACTE JURIDIQUE UNILATÉRAL.....	23
--	---	----

5	Notion	23
---	--------------	----

Section 1	<i>L'acte unilatéral et le contrat</i>	23
------------------	--	----

6	La différence entre les deux types d'actes juridiques.....	23
---	--	----

7	De quelques cas particuliers	24
---	------------------------------------	----

8	L'acte unilatéral dans les rapports contractuels	26
---	--	----

Section 2	<i>L'acte unilatéral et le fait juridique</i>	27
------------------	---	----

9	Critère de distinction	27
---	------------------------------	----

10	Intérêts pratiques de la distinction	27
----	--	----

Chapitre 2

LA FORMATION DE L'ACTE JURIDIQUE UNILATÉRAL.....	28
11 Notion	28
Section 1 <i>La formation de l'acte unilatéral d'un point de vue dynamique : une manifestation de volonté</i>	28
12 Un consentement	28
13 Une volonté qui doit se manifester	29
14 Formes dans lesquelles la volonté peut se mouler : le principe du consensualisme	29
15 Exceptions : les conditions de forme exigées pour certains actes unilatéraux.....	30
16 Les actes réceptifs et ceux qui ne le sont pas	31
17 Intérêts de la distinction	33
18 Les actes soumis à un formalisme publicitaire	34
19 Expression de la volonté par un représentant	34
Section 2 <i>La formation de l'acte unilatéral d'un point de vue statique</i>	35
20 Introduction.....	35
21 L'absence de volonté.....	36
22 Les vices de consentement.....	36
23 L'objet	39
24 La cause	39
25 La capacité de l'auteur de l'acte unilatéral	40
26 La licéité de l'acte unilatéral.....	40

Chapitre 3

LES EFFETS DES ACTES JURIDIQUES UNILATÉRAUX.....	40
27 La diversité des effets	40
28 Les actes extinctifs	40
29 Les actes déclaratifs	43
30 Les actes translatifs.....	43
31 L'engagement par déclaration de volonté unilatérale	43
32 Les décisions unilatérales de partie	44

Chapitre 4

LES AUTRES ASPECTS DU RÉGIME JURIDIQUE DE L'ACTE UNILATÉRAL	45
Section 1 <i>Caractères de l'acte unilatéral</i>	45
33 L'irrévocabilité de l'acte	45
34 (suite) – Quelques précisions	46
35 L'indivisibilité de l'acte.....	47
Section 2 <i>L'acte unilatéral et les tiers</i>	48
36 Un tiers particulier : le destinataire d'un acte unilatéral réceptif	48
37 L'opposabilité de l'acte aux tiers.....	48
38 Exceptions	49
Section 3 <i>L'interprétation de l'acte unilatéral</i>	49
39 Principe.....	49
Section 4 <i>La preuve de l'acte unilatéral</i>	50
40 Le primat de la preuve écrite préconstituée : l'enseignement traditionnel	50

41	Illustration : le paiement	51
42	Une remise en cause de l'enseignement traditionnel	52
Section 5	<i>Les causes d'extinction des actes unilatéraux</i>	53
43	Vue d'ensemble.....	53

PARTIE 2

L'ENGAGEMENT PAR DÉCLARATION DE VOLONTÉ UNILATÉRALE.....

44	Introduction	55
----	---------------------------	----

Chapitre 1

L'ENGAGEMENT PAR VOLONTÉ UNILATÉRALE, UNE SOURCE D'OBLIGATIONS AUTONOME.....

45	Introduction	56
Section 1	<i>L'état de la doctrine</i>	56
46	La doctrine favorable à l'engagement par volonté unilatérale	56
47	L'adhésion à une institution existante	58
48	Exemples d'engagements par volonté unilatérale	59
Section 2	<i>La jurisprudence de la Cour de cassation</i>	60
49	L'arrêt du 18 décembre 1974.....	60
50	Les arrêts du 9 mai 1980 relatifs à l'offre de contrat	60
51	Le fondement de la force obligatoire de l'engagement par volonté unilatérale.....	61

Chapitre 2

LE RÉGIME JURIDIQUE DE L'ENGAGEMENT PAR VOLONTÉ UNILATÉRALE.....

Section 1	<i>Application du régime général des actes unilatéraux</i>	62
52	Formation de l'acte unilatéral : approche statique et dynamique	62
53	Interprétation de l'engagement par volonté unilatérale	63
54	Un acte créateur d'obligation	64
55	Preuve de l'engagement par volonté unilatérale	64
Section 2	<i>L'inexécution de l'engagement par volonté unilatérale et ses sanctions</i>	66
56	Application du régime général des obligations.....	66
57	L'exécution en nature de l'engagement	66
58	La responsabilité du débiteur.....	66
59	Les clauses relatives à l'inexécution	67

LIVRE 3

LE FAIT JURIDIQUE COMME SOURCE D'OBLIGATIONS

60	Les distinctions retenues par le Code.....	69
61	Les obligations d'origine légale – Distinction	70
62	Plan du livre 3.....	71

PARTIE 1

LA RESPONSABILITÉ CIVILE AQUILIENNE..... 73

63	Introduction.....	73
64	Les lois particulières.....	74
65	Objet limité des développements consacrés à la responsabilité aquilienne.....	74
66	L'obligation de réparer le dommage.....	74

TITRE 1

Les principes fondamentaux de la réparation
du dommage..... 77

67	Introduction.....	77
----	-------------------	----

Chapitre 1

LA NOTION DE RÉPARATION..... 77

68	La finalité compensatoire de la réparation.....	77
69	Les deux modes de réparation du dommage.....	78
70	Libre affectation des dommages et intérêts.....	79

Chapitre 2

LE PRINCIPE DE LA RÉPARATION INTÉGRALE..... 79

71	Le principe.....	79
72	Conséquences du principe.....	80
73	Exceptions au principe de la réparation intégrale.....	80
74	La réduction du préjudice par la personne préjudiciée.....	81

Chapitre 3

LA PLURALITÉ DE RESPONSABLES..... 82

75	Introduction.....	82
----	-------------------	----

Section 1 *La victime face à plusieurs responsables*..... 82

76	Deux questions.....	82
	§ 1 L'obligation à la dette.....	83
77	Le principe de l'obligation <i>in solidum</i>	83
78	Les coresponsables tenus solidairement.....	83
	§ 2 La contribution à la dette.....	84
79	Le critère de l'incidence causale des fautes.....	84
80	Hypothèses particulières.....	85
81	Le principe « <i>Fraus omnia corrumpit</i> ».....	85

Section 2 *Le partage des responsabilités*..... 86

82	Le critère de l'incidence causale.....	86
83	Les incidences du principe général « <i>Fraus omnia corrumpit</i> ».....	86

TITRE 2

La réparation en nature du dommage 89

84 Introduction 89

Chapitre 1

L'OMNIPRÉSENCE DE LA RÉPARATION EN NATURE 89

85 Un *Deus ex machina* 89

86 Un droit de la victime 91

87 Un droit qui est cependant limité 92

88 La victime doit-elle réclamer la réparation en nature ? 93

Chapitre 2

LA RÉPARATION EN NATURE : UNE ESPÈCE DE CONDAMNATION NON PÉCUNIAIRE

PARMI D'AUTRES 94

Section 1 *Généralités* 94

89 Une notion large mais peu étudiée 94

90 La diversité des pouvoirs du juge : un détour par la doctrine française 95

91 Plan 96

Section 2 *La réparation en nature entendue au sens strict* 96

92 La finalité compensatoire de la réparation 96

93 La réparation en nature : un équivalent non pécuniaire 97

94 La nécessité d'une équivalence « quantitative » et « qualitative » 97

95 Une illustration intéressante : l'arrêt du 5 mai 2011 98

96 Les avantages d'une définition étroite de la réparation en nature 100

Section 3 *Les mesures de rétablissement* 101

97 Notion 101

98 Les actions visant à faire valoir un droit réel ou à protéger la possession 103

99 La sanction des atteintes à d'autres droits subjectifs et notamment la protection des droits de la personnalité 103

100 Les sanctions des infractions urbanistiques 105

101 Les actions en cessation prévues par des lois particulières 105

102 L'inopposabilité obtenue grâce à l'action paulienne 106

103 La sanction en nature de la tierce complicité de la violation d'une obligation contractuelle 107

Section 4 *Les techniques de prévention du dommage* 109

104 Le pouvoir du juge 109

105 L'interprétation dominante de l'article 1386 du Code civil 109

106 La reconnaissance d'un pouvoir d'injonction préventive 111

Section 5 *La réparation destinée à consacrer l'apparence de mandat* 114

107 La théorie du mandat apparent 114

Section 6 *Le refus d'annulation du contrat* 115

108 Le refus d'annulation du contrat pour réticence mentale 115

109 Le refus d'annuler la convention en raison de l'inexcusabilité de l'erreur vice de consentement 116

PARTIE 2

L'AVANTAGE REÇU D'AUTRUI COMME SOURCE

D'OBLIGATIONS..... 119

110	Introduction.....	119
-----	-------------------	-----

INTRODUCTION

Le quasi-contrat : une notion fort controversée..... 120

111	L'article 1371 : une disposition souvent critiquée	120
112	Le regain d'intérêt du quasi-contrat	122
113	Une extension discutable.	123
114	<i>Quid d'un numerus clausus ?</i>	124
115	Le « fait purement volontaire de l'homme » : une notion vide de sens	125
116	Les finalités des quasi-contrats.....	126
117	Une extension dangereuse et inutile	127

TITRE 1

La gestion d'affaires..... 129

118	Introduction	129
-----	--------------------	-----

Chapitre 1

LES CONDITIONS DE LA GESTION D'AFFAIRES..... 130

119	La pauvreté des dispositions légales	130
120	Le caractère dialectique de la question	131

Section 1 Une condition objective : l'utilité de la gestion..... 133

121	Une délicate question.....	133
	§ 1 Urgence, nécessité ou utilité ?.....	133
122	La thèse de l'urgence ou de la nécessité.....	133
123	La thèse de l'utilité	135
	§ 2 La portée de la condition d'utilité.....	138
124	L'utilité : une notion aux contours flous et incertains	138
125	L'utilité originaire	138
126	L'utilité, une condition essentielle de la gestion d'affaires	140
127	L'utilité et l'opportunité de la gestion	140
128	Éléments d'appréciation de l'utilité	143
129	Les actes qui peuvent être entrepris par le gérant d'affaires	145
130	La gestion d'affaires par les pouvoirs publics ou en leur faveur	147

Section 2 Une condition subjective : l'élément intentionnel de la gestion d'affaires..... 147

131	Le terme « volontairement » : un mot à sens multiples	147
	§ 1 L'altruisme du gérant d'affaires	148
132	Une condition fondamentale : l'intention d'agir pour le compte et dans l'intérêt d'autrui ..	148
133	Un désintéressement qui n'est pas frappé du sceau de <i>l'intuitu personae</i>	152
	§ 2 Une gestion spontanée.....	153
134	L'exécution d'une obligation préexistante, obstacle à la gestion d'affaires.....	153

135	L'exécution d'une obligation contractuelle	154
136	L'exécution d'une obligation légale.....	157
137	Quelques usages inappropriés à la gestion d'affaires	157
	§ 3 L'absence d'opposition du maître de l'affaire	158
138	Principe et exceptions.....	158
139	<i>Quid</i> du cas du débiteur allant au-delà de son obligation contractuelle ?.....	160
	§ 4 Une volonté désintéressée sans <i>animus donandi</i>	160
140	La gestion d'affaires, une opération à titre gratuit	160
141	La gestion d'affaires <i>animo donandi</i>	161

Chapitre 2

	LES EFFETS DE LA GESTION D'AFFAIRES	163
142	Introduction.....	163
143	La portée de la ratification	164
Section 1	<i>Les effets de la gestion d'affaires dans les rapports entre le gérant et le maître de l'affaire</i>	165
	§ 1 Les obligations du gérant	165
	A. <i>Les diverses obligations du gérant</i>	165
144	La référence aux obligations du mandataire	165
145	Le devoir de persévérance du gérant	166
146	Devoir d'information	167
147	Apporter tous les soins d'un bon père de famille	167
148	Obligation de rendre compte	168
149	Intérêts de sommes reçues	168
150	Délai de prescription	168
	B. <i>L'inexécution des obligations du gérant et ses sanctions</i>	169
151	La diversité des manquements du gérant. Les manquements dont un gérant peut se rendre responsable sont très variés :	169
152	Exception d'inexécution	169
153	L'exécution en nature et la responsabilité du gérant d'affaires	169
154	Le pouvoir modérateur du juge saisi d'une action en responsabilité	170
155	La responsabilité du gérant pour les fautes de ses substituts et assistants	172
	§ 2 Les obligations du maître	172
156	L'article 1375 du Code civil	172
	A. <i>La diversité des obligations du maître</i>	172
157	Une condition préalable : l'utilité de la gestion	172
158	Remplir les engagements pris par le gérant en son nom.....	172
159	Indemniser le gérant « de tous les engagements personnels qu'il a pris »	173
160	Remboursement des dépenses personnelles	173
161	Rémunération du gérant.....	174
162	Portée de la ratification	175
	B. <i>L'inexécution des obligations du maître et ses sanctions</i>	176
163	L'action en paiement et l'exception d'inexécution	176
Section 2	<i>Les effets de la gestion d'affaires à l'égard des tiers</i>	176
164	Introduction	176

	§ 1 La gestion <i>proprio nomine</i>	176
165	L'hypothèse	176
166	Les rapports juridiques avec le tiers	176
167	La ratification	177
	§ 2 La gestion <i>alieno nomine</i>	177
168	La situation du maître à l'égard du tiers	177
169	La situation du gérant à l'égard du tiers	178
170	La ratification de la gestion	178

TITRE 2

Le paiement indu 179

171	Introduction	179
172	Une source d'obligations légales	180
173	Les dispositions légales	181

Chapitre 1

LES CONDITIONS DE LA RÉPÉTITION DE L'INDU..... 182

174	Introduction	182
-----	--------------------	-----

Section 1 *Une prestation réalisée à titre de paiement*..... 182

175	Une prestation à titre de paiement	182
176	L'objet du paiement	183

Section 2 *L'absence de cause* 184

177	Les hypothèses	184
	§ 1 L'indu objectif	184
178	Diverses hypothèses	184
179	Les incidences de la condition ou du terme	185
180	Paiement d'une obligation naturelle	186
	§ 2 L'indu subjectif.....	187
181	Le débiteur a payé à une personne autre que son créancier	187
182	Le créancier a reçu paiement d'une personne autre que son débiteur	187

Section 3 *L'erreur du solvens* 188

183	Position de la question	188
184	La jurisprudence de la Cour de cassation.....	189
185	Le cas particulier du paiement par l'assureur à la victime.....	189

Chapitre 2

LES EFFETS DU PAIEMENT INDU..... 190

186	Introduction	190
-----	--------------------	-----

Section 1 *L'identification du solvens et de l'accipiens* 191

187	L'hypothèse de la pluralité d' <i>accipientes</i> ou de <i>solventes</i>	191
188	Le paiement indu effectué par ou à un mandataire	191
189	Le paiement indu sur un compte bancaire	191
190	<i>Accipiens</i> de bonne ou de mauvaise foi.....	192

Section 2 *Les obligations de l'accipiens* 193

191	Introduction	193
SOUS-SECTION 1 L'OBLIGATION PRINCIPALE DE RESTITUTION		
192	Le principe de l'exécution en nature	193
193	La restitution par équivalent	194
194	Action en répétition de l'indu et délai de grâce	194
SOUS-SECTION 2 LES OBLIGATIONS SECONDAIRES.....		
195	Introduction.....	195
	§ 1 La situation de l' <i>accipiens</i> de bonne foi.....	195
196	Les fruits et les intérêts	195
197	La destruction ou la détérioration de la chose	195
198	L'hypothèse de la vente du bien	195
	§ 2 La situation de l' <i>accipiens</i> de mauvaise foi.....	196
199	La situation aggravée de l' <i>accipiens</i> de mauvaise foi.....	196
200	Les intérêts et les fruits	196
201	La destruction et la détérioration de la chose	197
202	La vente de la chose.....	197
203	Les dommages et intérêts complémentaires	197
SOUS-SECTION 3 LES OBSTACLES À LA RÉPÉTITION DE L'INDU.....		
204	Introduction.....	198
	§ 1 Les pistes vouées à l'échec.....	198
205	Le respect des attentes légitimes de l' <i>accipiens</i>	198
206	L'erreur inexcusable du <i>solvens</i>	199
207	La faute du <i>solvens</i>	199
	§ 2 Les obstacles à la répétition de l'indu.....	199
208	Introduction.....	199
	A. <i>Les obstacles applicables à la répétition de tout indu</i>	200
209	La preuve de l'indu	200
210	La prescription de l'action en répétition	200
211	Les clauses dérogatoires	201
212	La responsabilité aquilienne du <i>solvens</i>	203
	B. <i>La suppression du titre prévue par l'article 1377, alinéa 2</i>	203
213	L'exception visée à l'alinéa 2 de l'article 1377.....	203
214	Interprétation du texte légal	204
Section 3 L'obligation d'indemnisation du solvens.....		
215	L'indemnisation des dépenses utiles et nécessaires	206
216	La responsabilité aquilienne du <i>solvens</i>	206
TITRE 3		
L'enrichissement sans cause		
217	Introduction	209
Chapitre 1		
UN PRINCIPE GÉNÉRAL DU DROIT		
218	Notion	210

219	Applications légales de l'enrichissement sans cause	210
220	La genèse du principe général du droit.....	211
221	(suite) – L'arrêt de la Cour de cassation du 27 mai 1909	213

Chapitre 2

	LES CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ENRICHISSEMENT SANS CAUSE	214
222	Introduction	214
Section 1	<i>Un transfert de richesse d'un patrimoine à l'autre</i>	216
223	Un appauvrissement et un enrichissement de patrimoine	216
224	Un lien causal entre l'appauvrissement et l'enrichissement	216
Section 2	<i>L'absence de cause de ce transfert de richesse</i>	217
	§ 1 La notion de cause.....	217
225	Le « motif juridique »	217
	§ 2 Les différentes causes excluant l'action <i>de in rem verso</i>	219
226	L'existence d'une convention	219
227	La clause « Grégoire » de présomption de règlement de comptes	221
228	L'effet d'une disposition légale	222
229	Une autre source d'obligations civiles	223
230	L'existence d'une obligation naturelle	223
231	L'effet d'une décision de justice	224
232	La volonté de la personne appauvrie.....	224
233	La faute de la personne appauvrie.....	226
Section 3	<i>La subsidiarité de l'enrichissement sans cause</i>	227
234	La subsidiarité	227
235	Les différentes hypothèses	228
Section 4	<i>Quelques applications de l'enrichissement sans cause</i>	230
236	Introduction.....	230
237	Le recours contributoire d'un codébiteur tenu pour le tout avec d'autres	230
238	Les restitutions consécutives à l'annulation ou à la résolution d'un contrat	231
239	Les rapports entre époux mariés sous le régime de la séparation de biens, entre cohabitants légaux ou entre concubins	231
240	Autres applications	234

Chapitre 3

	LES EFFETS DE L'ENRICHISSEMENT SANS CAUSE.....	235
241	Une obligation légale de restitution	235
242	Deux hypothèses	235
243	L'action <i>de in rem verso</i>	236
244	Modalités d'exécution de l'obligation de restitution	236
245	Une créance de valeur	237
246	Montant de la restitution en droit commun	238

PARTIE 3		
L'APPARENCE EN TANT QUE SOURCE AUTONOME		
D'OBLIGATIONS.....		
	241	
247	Introduction.....	241
248	Deux précisions préalables d'ordre terminologique	243
249	Plan.....	244
Chapitre 1		
	L'ÉTAT DE LA QUESTION EN DOCTRINE ET EN JURISPRUDENCE.....	244
250	Introduction	244
Section 1 <i>Le mandat apparent sans faute</i>		245
251	Le fondement traditionnel : la responsabilité quasi-délictuelle	245
252	Le mandat apparent sans faute	246
253	Conditions du mandat apparent sans faute	246
254	Effets du mandat apparent envers le tiers contractant	248
Section 2 <i>Le mandat apparent sans faute, une application, parmi d'autres,</i>		
<i>de la théorie de l'apparence</i>		248
255	La portée de l'arrêt du 20 juin 1988	248
	§ 1 Le fondement juridique de l'apparence	249
256	Une controverse doctrinale.....	249
257	La maxime « <i>Error communis facit ius</i> ».....	249
258	Le rattachement de l'apparence à d'autres sources d'obligations	250
259	Un principe général du droit.....	250
	§ 2 Le champ d'application de la théorie de l'apparence.....	252
260	Application de l'apparence à l'égard des tiers mais aussi entre parties contractantes	252
261	Application de la théorie de l'apparence.....	254
Chapitre 2		
	LES CONDITIONS DE LA THÉORIE DE L'APPARENCE.....	255
262	Introduction.....	255
263	Une condition objective : une situation contraire à la réalité.....	255
264	Une condition de bonne foi : la confiance légitime de la victime de l'apparence.....	255
265	La condition d'imputabilité	256
266	<i>Quid</i> de la condition de préjudice ?	257
267	La subsidiarité de la théorie de l'apparence	257
Chapitre 3		
	LES EFFETS DE LA THÉORIE DE L'APPARENCE.....	258
268	Le double rôle de la confiance légitime	258
269	L'apparence génératrice de droits et obligations et plus largement d'effets juridiques.....	259
270	(suite) – Précisions supplémentaires.....	259

LIVRE 4

LA PLACE DE L'ÉQUITÉ PARMIS LES SOURCES D'OBLIGATIONS

271	Introduction.....	261
272	Plan du livre IV.....	262
Chapitre 1		
	L'ÉQUITÉ EN TANT QUE SOURCE DU DROIT	263
273	L'opinion d'Henri DE PAGE	263
274	L'équité générale et l'équité d'espèce	265
Chapitre 2		
	EN RÉGLE, LE JUGE NE PEUT STATUER EN ÉQUITÉ.....	266
275	La primauté de la loi	266
276	La sauvegarde du principe de la convention-loi	267
277	Une application : le rejet de l'imprévision	269
278	Un bémol : la pratique judiciaire du raisonnement inversé	270
Chapitre 3		
	LE LÉGISLATEUR PEUT AUTORISER LE JUGE À STATUER EN ÉQUITÉ	272
Section 1 <i>Vue d'ensemble</i>		
279	La place de l'équité dans les travaux préparatoires du Code civil	272
280	La place de l'équité dans les dispositions du Code civil	275
281	L'équité dans les lois postérieures au Code civil	276
Section 2 <i>Les fonctions de l'équité</i>.....		
282	Deux fonctions	277
	§ 1 La fonction supplétive de l'équité.....	277
283	L'article 11 du projet de Code civil	277
284	La fonction supplétive de l'équité	
	<i>a)</i> Dans la détermination du contenu du contrat	278
285	<i>b)</i> Dans la fixation des dommages et intérêts	279
286	<i>c)</i> Prévues par des lois particulières	280
	§ 2 La fonction correctrice de l'équité.....	281
287	Exemples de textes légaux	281
287-1	L'état de nécessité	281
287-2	Le délai de grâce	282
287-3	La responsabilité du gérant d'affaires maladroit	282
287-4	L'article 1386 <i>bis</i> du Code civil	283
287-5	Le pouvoir de révision judiciaire prévu par la loi du 2 août 2002	284
288	Initiatives jurisprudentielles	285
288-1	La réfaction du prix dans les ventes commerciales	285
288-2	La théorie de la réduction du salaire du mandataire	286

Chapitre 4

LE JUGE STATUE EN ÉQUITÉ SOUS LE COUVERT D'AUTRES NOTIONS	287
289 Vue d'ensemble.....	287
Section 1 <i>Quelques principes et solutions jurisprudentielles à base d'équité</i>	288
290 L'article 1152 du Code civil et la sanction des clauses pénales exorbitantes	288
291 La lésion qualifiée	290
292 Le principe d'exécution de bonne foi des conventions	291
293 Le principe général de l'exception d'inexécution	293
294 L'interdiction de l'enrichissement sans cause	294
Section 2 <i>Des interprétations de textes du Code civil fondées sur l'équité</i>	295
295 Le rôle du juge saisi d'une demande de résolution d'un contrat	295
296 Les pouvoirs du juge saisi d'une demande de remplacement judiciaire.....	297
297 Conclusions générales - La place de l'équité dans le droit des obligations.....	298

LIVRE 5**LE RÉGIME GÉNÉRAL DES OBLIGATIONS**

298 Introduction.....	299
-----------------------	-----

PARTIE 1**L'OBLIGATION EN TANT QUE LIEN****DE DROIT** 301

299 Introduction.....	301
299-1 Les rapports entre la théorie générale du contrat et le régime général de l'obligation	301

TITRE 1**Les modalités des obligations.....** 303

300 Distinction entre modalités et complexité des obligations	303
301 Une précision terminologique	304
302 Classification des droits en fonction de leur degré d'efficacité	304
303 (suite) - Les droits éventuels.....	306
304 (suite) Régime juridique des droits éventuels.....	308

Chapitre 1

LE TERME DE DROIT.....	309
305 Introduction.....	309
Section 1 <i>Définition et caractéristiques du terme de droit</i>	310
§ 1 Notions.....	310
306 Définition du terme suspensif et du terme extinctif.....	310
307 Exemples	310
308 Différences entre le terme et la condition	311
309 Terme de droit et terme de grâce	312

§ 2 Les caractères du terme de droit	312
310 Le caractère futur du terme	312
311 Le caractère certain du terme	312
312 (suite) Certitude objective ou subjective ?.....	313
313 (suite) – La stipulation « quand le débiteur pourra ».....	313
314 Le caractère raisonnable du terme	314
Section 2 <i>Le terme suspensif</i>	314
315 Introduction	314
SOUS-SECTION 1 EN FAVEUR DE QUI LE TERME EST-IL CONSENTI ?	315
316 Intérêt de la question	315
317 Principe : le terme est stipulé en faveur du débiteur	315
318 Exception : le terme stipulé en faveur du créancier	315
319 Exception : le terme stipulé en faveur des deux parties	316
SOUS-SECTION 2 LES EFFETS DU TERME DE DROIT	316
320 Deux périodes.....	316
§ 1 Les effets du terme suspensif avant son échéance	316
321 Introduction.....	316
322 Les conséquences s’attachant à l’existence de l’obligation	317
323 (suite) – Exemples d’actes conservatoires	319
324 Les conséquences s’attachant au fait que l’exigibilité de l’obligation est suspendue.....	320
325 (suite) – La protection du créancier à terme par la doctrine de l’ <i>anticipatory breach</i>	321
§ 2 Les effets du terme suspensif à son échéance.....	322
326 L’exigibilité automatique de la dette	322
327 L’exigibilité et la mise en demeure	322
SOUS-SECTION 3 LES CAUSES DE DÉCHÉANCE DU TERME	323
328 Introduction.....	323
329 La faillite du débiteur	323
330 La perte des sûretés	324
331 Les autres causes de déchéance du terme	326
332 Les clauses de déchéance du terme	327
333 Les effets de la déchéance du terme	328
Section 3 <i>Le terme extinctif</i>	328
334 Introduction.....	328
335 Principe de la liberté contractuelle	329
336 Exceptions	329
337 Exceptions	331
338 Effet de la survenance du terme extinctif	332
Chapitre 2	
LA CONDITION.....	333
339 Introduction	333
Section 1 <i>Définitions et généralités</i>	334
SOUS-SECTION 1 GÉNÉRALITÉS.....	334
340 Définition de la condition.....	334

341	Dualité de la condition	335
342	La polysémie de la notion de condition	336
343	La condition : modalité des obligations et de certains actes juridiques	336
344	La fréquence des conditions dans la pratique	337
345	L'avènement de la condition opère de plein droit	340
346	L'interprétation de la condition	340
346-1	La renonciation à une condition	340
SOUS-SECTION 2 LES CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES ET LES CONDITIONS DE VALIDITÉ DE LA CONDITION...		341
347	Introduction	341
	§ 1 Les caractéristiques essentielles de la condition	341
348	Vue d'ensemble	341
349	Le caractère futur de l'événement	341
350	Le caractère incertain de l'événement	342
351	(suite) – La clause « quand le débiteur pourra » et la clause « quand le débiteur voudra » ...	343
352	Le caractère adventice de la condition	344
	§ 2 Les conditions de validité de la condition	348
353	Principe	348
354	La licéité de la condition	348
355	La possibilité de la condition	348
356	Sanctions de la condition impossible ou illicite	349
	§ 3 Typologie des conditions	350
357	La distinction cardinale : conditions suspensives et conditions résolutoires	350
358	La condition peut être d'origine volontaire ou légale	351
359	La condition peut être expresse ou tacite	351
360	Les conditions casuelles, potestatives et mixtes	352
361	La condition peut être positive ou négative	353
Section 2 La condition suspensive		354
362	Introduction	354
363	L'analyse classique de la condition suspensive	354
364	L'analyse moderne de la condition suspensive	355
365	Une controverse d'un intérêt pratique limité	357
366	Les étapes de l'obligation sous condition suspensive	357
SOUS-SECTION 1 LE SORT DE L'OBLIGATION <i>PENDENTE CONDICIONE</i> : LA PÉRIODE D'ATTENTE		358
367	Introduction	358
	§ 1 Le contrat existe	358
368	Conséquences découlant de l'existence du contrat	358
369	Application des sanctions relatives à l'inexécution contractuelle	359
370	Une sanction particulière : l'article 1178 du Code civil	360
	§ 2 L'obligation conditionnelle existe déjà	363
371	Conséquences découlant de l'existence de l'obligation	363
	§ 3 L'obligation conditionnelle n'est pas encore exigible	364
372	Conséquences du défaut d'exigibilité	364

SOUS-SECTION 2	LE SORT DE L'OBLIGATION <i>EVENIENTE CONDICIONE</i> :	
	LA RÉALISATION DE LA CONDITION SUSPENSIVE	365
373	La réalisation de la condition	365
374	La rétroactivité s'attachant à la réalisation de la condition	366
375	La portée de la rétroactivité de la réalisation de la condition	366
376	Les exceptions et les correctifs.....	367
377	La protection des tiers de bonne foi	369
SOUS-SECTION 3	LE SORT DE L'OBLIGATION <i>DEFICIENTE CONDICIONE</i> :	
	LA DÉFAILLANCE DE LA CONDITION SUSPENSIVE.....	370
378	Quand y a-t-il défaillance de la condition ? Les articles 1176 et 1177 du Code civil répondent à cette question (<i>supra</i> , n° 361).	370
379	Caducité de l'obligation	370
380	Responsabilité contractuelle du débiteur.....	371
Section 3	La condition résolutoire	372
381	Notion	372
382	Licéité	373
383	Les étapes de l'obligation sous condition résolutoire	374
SOUS-SECTION 1	LE SORT DE L'OBLIGATION <i>PENDENTE CONDICIONE</i> :	
	LA PÉRIODE D'ATTENTE	374
384	Principe.....	374
SOUS-SECTION 2	LE SORT DE L'OBLIGATION <i>EVENIENTE CONDICIONE</i> :	
	LA RÉALISATION DE LA CONDITION.....	374
385	Le principe de la rétroactivité de l'avènement de la condition résolutoire	374
386	Obligation de restitution	375
387	Caducité des actes accomplis par le cocontractant.....	375
388	Tempéraments et exceptions à la rétroactivité	376
SOUS-SECTION 3	LE SORT DE L'OBLIGATION <i>DEFICIENTE CONDICIONE</i> :	
	LA DÉFAILLANCE DE LA CONDITION RÉOLUTOIRE	376
389	Principe	376
Section 4	La condition potestative	377
390	Les deux types de condition potestative	377
	§ 1 Le régime des conditions suspensives potestatives	378
391	La prohibition des conditions suspensives purement potestatives	378
392	Exemples de conditions suspensives purement potestatives dans le chef du débiteur.....	379
393	Sanction de la condition suspensive purement potestative dans le chef du débiteur	380
	§ 2 Le régime des conditions résolutoires potestatives	381
394	La condition résolutoire potestative	381
395	Licéité des conditions résolutoires purement potestatives	381
396	Condition résolutoire purement potestative et droit de résiliation unilatérale	383
397	La condition résolutoire purement potestative et les législations impératives	383

TITRE 2	
LES OBLIGATIONS PLURALES	
	385
398	Introduction
	385
SOUS-TITRE 1	
Les obligations à pluralité d'objets.....	
	385
399	Introduction.....
	385
400	Trois types d'obligations plurales.....
	386
Chapitre 1	
LES OBLIGATIONS CONJONCTIVES.....	
	386
401	Notions
	386
402	Régime juridique
	387
Chapitre 2	
LES OBLIGATIONS ALTERNATIVES	
	388
403	Introduction.....
	388
404	Définition
	388
405	Exemples La clause de « <i>take or pay</i> »
	388
406	Choix entre les branches de l'alternative.....
	389
407	Effets du choix.....
	390
408	Hypothèses dans lesquelles le choix n'existe pas
	391
Chapitre 3	
LES OBLIGATIONS FACULTATIVES.....	
	391
409	Notions.....
	391
410	Exemples
	392
411	Régime juridique
	393
SOUS-TITRE 2	
Les obligations à pluralité de sujets.....	
	393
412	Introduction.....
	393
413	Un principe et des exceptions.....
	395
414	Plan du sous-titre II
	395
Chapitre 1	
LE PRINCIPE DES OBLIGATIONS CONJOINTES	
	396
415	La division de l'obligation en obligations autonomes.....
	396
416	Moment où naissent les obligations conjointes
	397
417	Détermination de la part de chacun
	397
418	L'autonomie des diverses obligations
	398
419	L'autonomie des obligations
	a) En présence d'une pluralité de créanciers.....
	398
420	b) En présence d'une pluralité de débiteurs.....
	399

Chapitre 2

LES HYPOTHÈSES DANS LESQUELLES LES CODÉBITEURS SONT TENUS POUR LE TOUT...	400
421 Trois hypothèses	400
422 Combinaisons possibles d'obligations à pluralités de sujets	401
Section 1 <i>La solidarité passive</i>	402
423 Introduction – Notion	402
424 Plan	403
SOUS-SECTION 1 LES SOURCES DE LA SOLIDARITÉ PASSIVE	403
425 Vue d'ensemble	403
426 La solidarité volontaire	404
427 La solidarité légale	405
428 (suite) Exemples de solidarité légale prévue par le Code civil	406
429 (suite) Exemple de solidarité passive prévue par le Code pénal	407
430 (suite) Exemples de solidarité en droit commercial en droit social et en droit fiscal	407
431 Un principe général du droit applicable aux fautes communes	409
432 Une coutume commerciale	410
SOUS-SECTION 2 LES EFFETS DE LA SOLIDARITÉ PASSIVE	412
433 Deux plans différents	412
§ 1 L'obligation à la dette	412
434 La distinction entre les effets principaux de la solidarité et ses effets secondaires	412
A. <i>Effets principaux de la solidarité passive</i>	413
435 Une unité d'objet, mais une pluralité de liens obligatoires	413
436 Le droit d'élection du créancier : principe et exceptions	413
437 La libération des autres débiteurs du fait du paiement	415
438 Opposabilité de certaines exceptions par tous les codébiteurs	415
439 Principe	415
440 Le droit de poursuite	415
441 Les exceptions et les caractéristiques personnelles à la dette d'un débiteur	416
B. <i>Effets secondaires de la solidarité passive</i>	416
442 Introduction	416
443 (suite) Théorie de la représentation	418
444 Les particularités du pouvoir de représentation	419
445 Appréciation critique de la théorie de la représentation mutuelle	419
446 Vue d'ensemble	420
447 Interruption de la prescription	421
448 La mise en demeure	421
449 La perte de la chose	422
450 Le serment litisdécisoire	424
451 Prolongements jurisprudentiels de la représentation mutuelle	424
452 Les critiques	425
C. <i>L'opposabilité des exceptions</i>	427
453 Trois catégories d'exceptions	427
454 Les exceptions communes aux codébiteurs	427
455 Les exceptions purement personnelles à un débiteur	428

456	Les exceptions simplement personnelles à un débiteur	429
	§ 2 La contribution à la dette.....	430
457	Introduction.....	430
458	Fondements du recours	430
458-1	Le recours fondé sur les articles 1213 et 1214 du Code civil	431
458-2	Le recours subrogatoire	431
458-3	Le recours personnel	432
459	Division entre les différents codébiteurs	433
460	La solidarité employée à des fins de sûreté.....	434
461	Insolvabilité d'un des codébiteurs	434
462	Exceptions au recours contributoire	435
	§ 3 La fin de la solidarité passive	435
463	Les clauses de renonciation à la solidarité.....	435
464	La remise de solidarité	436
465	Le décès de l'un des codébiteurs	437
	Section 2 L'indivisibilité passive	437
466	Une matière absconse	437
	Sous-section 1 LES HYPOTHÈSES D'INDIVISIBILITÉ PASSIVE	439
467	Les applications multiples de l'indivisibilité	439
468	Indivisibilité naturelle	440
469	Indivisibilité conventionnelle.....	440
	Sous-section 2 LES EFFETS DE L'INDIVISIBILITÉ PASSIVE	441
470	L'obligation à la dette et la contribution à la dette	441
	§ 1 L'obligation à la dette	441
	A. <i>Les effets principaux de l'indivisibilité</i>	441
471	Une obligation au tout	441
472	Le décès de l'un des codébiteurs.....	442
473	Exécution par équivalent	442
	B. <i>Les effets secondaires de l'indivisibilité</i>	443
474	Des effets secondaires limités	443
	C. <i>Comparaison de la solidarité et de l'indivisibilité passives</i>	443
475	Comparaison de la solidarité passive et de l'indivisibilité passive	443
	§ 2 La contribution à la dette.....	445
476	Principes.....	445
	Section 3 L'obligation in solidum	446
477	Notion	446
478	Exemples	447
479	Caractéristiques de l'obligation <i>in solidum</i>	449
480	Licéité des clauses de renonciation à la responsabilité <i>in solidum</i>	450
	§ 1 Les rapports entre le créancier et les codébiteurs <i>in solidum</i> : l'obligation à la dette.....	451
481	Effets principaux	451
482	(suite) – L'opposabilité des exceptions.....	451

482-1	Les exceptions communes aux codébiteurs	452
482-2	Les exceptions personnelles à un débiteur	453
482-3	Le cas particulier de la remise de dette	453
483	Pas d'application des effets secondaires de la solidarité passive	454
	§ 2 La contribution à la dette	455
484	Une diversité de fondements	455
484-1	Recours subrogatoire	456
484-2	Recours personnels	456
485	Proportion des parts contributives des différents codébiteurs <i>in solidum</i>	457

Chapitre 3

	LES HYPOTHÈSES DANS LESQUELLES LES CRÉANCIERS ONT DROIT AU TOUT	459
486	Introduction	459
Section 1	<i>La solidarité active</i>	459
487	Notion	459
488	Sources de la solidarité active	460
	§ 1 Les effets de la solidarité active au stade de l'obligation à la dette	461
489	Deux types d'effets	461
490	Les effets principaux de la solidarité active	462
491	(suite) – L'opposabilité des exceptions	463
492	Les effets secondaires de la solidarité active	464
	§ 2 Les effets de la solidarité active au stade de la contribution à la dette	466
493	La répartition entre les créanciers	466
Section 2	<i>L'indivisibilité active</i>	466
494	Notions et sources de l'indivisibilité active	466
495	L'obligation à la dette : les rapports entre les créanciers et le débiteur	467
496	Le stade de la répartition entre créanciers	468

TITRE 3

	Le pouvoir de contrainte inhérent à l'obligation civile	469
497	Le droit à l'« exécution forcée »	469
498	Les différentes étapes menant à l'« exécution forcée »	469
499	L'exécution forcée : une notion polysémique	470
500	L'exécution volontaire : une notion polysémique	470
501	Deux modes d'exécution de l'obligation	470
502	Le droit à l'exécution en nature	471
503	Développements applicables à toute obligation, quelle qu'en soit la source	472

Chapitre 1

	LE PRÉLIMINAIRE DE LA MISE EN DEMEURE	473
504	Introduction	473
Section 1	<i>La notion de mise en demeure</i>	474
505	La mise en demeure : définition et questions de terminologie	474
506	Un champ d'application fort large	474

507	La mise en demeure <i>ad futurum</i>	475
508	Conceptions de la mise en demeure	475
Section 2 <i>Les formes et le contenu de la mise en demeure</i>		477
509	Un tableau contrasté.....	477
	§ 1 La forme de la mise en demeure.....	477
510	La sommation	477
511	L'acte équivalent : une notion évolutive	478
512	La reconnaissance du débiteur	479
513	Les clauses relatives à la forme de la mise en demeure	480
514	Lois particulières relatives à la forme de la mise en demeure.....	480
	§ 2 Le contenu de la mise en demeure	481
515	Introduction.....	481
516	Les indications relatives à l'obligation en souffrance : droit commun	481
517	(suite) Régimes particuliers	482
518	L'indication des sanctions susceptibles d'être encourues	482
519	L'indication du délai dans lequel le débiteur doit s'exécuter	483
Section 3 <i>Les rôles de la mise en demeure</i>		485
520	Vue d'ensemble.....	485
	§ 1 Un préalable obligé à la mise en œuvre des sanctions applicables en cas d'inexécution.....	486
521	Un principe général de droit	486
	§ 2 La mise en demeure déplace la charge des risques	487
522	Le transfert des risques.....	487
	§ 3 Les rôles particuliers de la mise en demeure.....	487
523	L'interruption de la prescription	487
524	(suite) - La mise en demeure visée par l'article 2244, § 2 du Code civil.....	488
525	La mise en demeure adressée au curateur de faillite.....	489
Section 4 <i>Les cas dans lesquels la mise en demeure est écartée</i>		490
526	Introduction	490
527	La clause de dispense de mise en demeure.....	490
528	Les hypothèses dans lesquelles la mise en demeure manquerait nécessairement son but	490
529	La <i>mora ex lege</i>	491
Chapitre 2		
	LA NÉCESSITÉ DU TITRE EXÉCUTOIRE.....	492
530	Introduction. La formule exécutoire	492
531	Le titre exécutoire judiciaire	492
532	Les titres exécutoires non judiciaires.....	493
Chapitre 3		
	L'EXÉCUTION FORCÉE EN NATURE.....	493
533	Introduction	493
Section 1 <i>Les voies d'exécution des condamnations pécuniaires</i>		494
534	Siège de la matière.....	494

535	La contrainte sur la personne.....	495
536	Principe de sujétion uniforme des biens du débiteur au droit de gage général des créanciers	495
537	La mise en œuvre du droit de gage général : la saisie-exécution	497
538	Le principe d'égalité des créanciers – L'article 8 de la loi hypothécaire	497
Section 2	<i>Les voies d'exécution des condamnations non pécuniaires</i>	498
539	L'exécution des condamnations non pécuniaires	498
540	Les différents types de contrainte	499
541	Moyens de pression et moyens de contrainte.	500
	§ 1 L'interdiction de la contrainte physique directe.....	501
542	Portée du principe	501
543	Exception à l'interdiction de la contrainte physique – L'expulsion	501
	§ 2 La contrainte par substitution	503
544	La <i>summa divisio</i> entre les obligations personnelles au débiteur et celles qui ne le sont pas ..	503
545	Qualification juridique de la contrainte par substitution.....	503
546	Le remplacement judiciaire	504
547	(suite) Quelques conseils pratiques.....	505
548	L'enlèvement <i>manu militari</i> d'un meuble corporel.....	506
549	Le jugement valant acte du débiteur	507
550	L'impossibilité de la contrainte par substitution : le caractère personnel de la prestation en souffrance.....	509
551	Exemples d'obligations personnelles	510
 Chapitre 4		
	LES MESURES DE CONSERVATION DU PATRIMOINE DU DÉBITEUR.....	511
552	Introduction.....	511
Section 1	<i>Les mesures conservatoires</i>	512
553	Notion	512
554	La saisie conservatoire	512
Section 2	<i>La protection contre la négligence du débiteur</i>	513
555	L'hypothèse : la passivité du débiteur face à ses propres débiteurs.....	513
556	Une représentation <i>sui generis</i> du débiteur négligent.....	514
557	Une institution qui ne relève pas de l'ordre public	515
558	Rareté de l'action oblique	515
SOUS-SECTION 1 LES CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTION OBLIQUE		
559	Introduction	516
	§ 1 Les conditions relatives au débiteur	516
560	La condition fondamentale : la carence du débiteur.....	516
561	L'intérêt à agir	517
	§ 2 Les conditions relatives au créancier	518
562	Une mesure générale.....	518
563	Les conditions de fond	518
564	Absence de condition de procédure.....	519
	§ 3 Les conditions relatives aux droits et aux actions exercés	519

565	Une mesure générale de sauvegarde du droit de gage des créanciers	519
566	Limites de l'action oblique	521
567	Exceptions à l'application de l'action oblique	521
567-1	Les droits et actions exclusivement attachés à la personne du débiteur.....	522
567-2	Les options et simples facultés	523
567-3	Les droits et actions relatifs à des biens insaisissables	523
SOUS-SECTION 2 EFFETS DE L'ACTION OBLIQUE.....		523
568	Introduction.....	523
569	Les rapports entre le créancier et le sous-débiteur	523
570	(suite) Opposabilité des exceptions	524
571	Les rapports entre le débiteur intermédiaire et le sous-débiteur	525
572	Les rapports du créancier poursuivant avec les autres créanciers du débiteur intermédiaire ...	526
Section 3 La protection contre la fraude du débiteur : l'action paulienne		526
573	Introduction.....	526
574	L'action paulienne : un héritage de la tradition romaine	528
575	L'action paulienne : une mesure de sauvegarde du droit de gage général des créanciers parmi d'autres	530
576	Plan de la section	530
SOUS-SECTION 1 LES CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ACTION PAULIENNE.....		530
577	Introduction	530
	§ 1 Les conditions exigées dans le chef du créancier.....	531
578	Le demandeur à l'action paulienne doit être créancier.....	531
579	Antériorité de la créance par rapport à l'acte attaqué	531
580	L'exigibilité de la créance au moment de l'exercice de l'action paulienne	533
581	Le créancier doit avoir subi un dommage	534
	§ 2 La fraude du débiteur.....	536
582	La fraude se concrétise dans des actes juridiques	536
583	Les paiements et les engagements nouveaux	537
584	Exceptions	538
585	La fraude du débiteur	538
586	Le critère de la normalité de l'acte.....	539
	§ 3 La complicité de la tierce personne	540
587	Définition de la complicité	540
588	Le cas particulier des actes à titre gratuit.....	541
	§ 4 Les conditions d'exercice de l'action paulienne	541
589	Une demande en justice.....	541
590	L'exigence de la mention marginale	541
591	Délai de prescription.....	542
SOUS-SECTION 2 EFFETS DE L'ACTION PAULIENNE.....		542
592	Une action en inopposabilité	542
593	Plan de la sous-section	543
	§ 1 Les rapports entre le créancier et le tiers complice	543
594	Droit pour le créancier de saisir le bien	543

595	Modalités de la restitution	544
596	Possibilités offertes au tiers	545
	§ 2 Rapports entre le demandeur à l'action paulienne et le débiteur.....	546
597	Le débiteur n'est pas partie à la cause	546
	§ 3 Rapports entre le demandeur à l'action paulienne et les autres créanciers....	546
598	Rapports entre le créancier demandeur et les autres créanciers du débiteur	546
599	Rapports entre le créancier demandeur et les autres créanciers du tiers complice	547
	§ 4 Les rapports entre le débiteur et le tiers complice	548
600	Maintien du contrat entre le débiteur et le tiers	548
	§ 5 Les rapports entre le créancier demandeur et les sous-acquéreurs	548
601	La jurisprudence de la Cour de cassation.....	548
602	Les différentes hypothèses.....	549
	SOUS-SECTION 3 LE RÉGIME SPÉCIAL DE L'ACTION PAULIENNE APPLICABLE À LA FAILLITE DU DÉBITEUR.....	549
603	Les articles de la loi sur les faillites	549
604	Les actions pauliennes simplifiées	550
605	L'action paulienne prévue par l'article 20 de la loi sur les faillites.....	550
	SOUS-SECTION 4 LA NATURE JURIDIQUE DE L'ACTION PAULIENNE	551
606	Une action personnelle	551
607	La position de la Cour de cassation : la thèse de la responsabilité civile extracontractuelle.....	552
608	Une inopposabilité de l'acte déduite du principe général « <i>Fraus omnia corrumpit</i> »	554

TITRE 4

L'extinction des obligations..... 557

	Introduction	557
609	L'article 1234 du Code civil : une énumération discutable	557
610	Une énumération trop large	558
611	Une énumération trop étroite	559
612	Extinction de l'obligation et extinction du contrat	559
613	Extinction et modification de l'obligation	560
613-1	Extinction de l'obligation et suspension de son exigibilité	560
614	Systématisation des causes d'extinction des obligations	562
615	Intérêts pratiques d'une systématisation des causes d'extinction.....	562
615-1	Le régime de l'inopposabilité des actes accomplis par le failli durant la période suspecte ...	563
615-2	La condition de capacité juridique	564
615-3	Le régime de l'opposabilité des exceptions en matière de cession de créance	565
615-4	La preuve de l'extinction de l'obligation	565
616	Etat de la question en doctrine, jurisprudence et législation	566
617	Plan du titre IV. Dans la suite de cette partie, on distinguera :	566

SOUS-TITRE 1

Le mode d'extinction normal de l'obligation : le paiement..... 567

618	Les dispositions légales.....	567
619	Distinction entre le paiement pur et simple et le paiement subrogatoire	568

Chapitre 1

LE PAIEMENT PUR ET SIMPLE.....	568
620 Plan du chapitre	568
Section 1 <i>La nature juridique du paiement</i>	569
621 Les différents sens du terme	569
622 Mode d'exécution et d'extinction de l'obligation	569
623 Nature juridique du paiement – Les controverses doctrinales en France	569
624 L'état de la controverse en doctrine belge.....	571
625 Un acte juridique unilatéral <i>sui generis</i>	572
626 La jurisprudence de la Cour de cassation.....	573
627 Conséquences juridiques de la qualification en acte juridique.....	574
Section 2 <i>Les parties au paiement : le solvens et l'accipiens</i>	574
628 Introduction	574
SOUS-SECTION 1 QUI PEUT VALABLEMENT PAYER ?	575
§ 1 L'identification du <i>solvens</i>	575
629 Deux hypothèses	575
A. <i>Le paiement du débiteur</i>	575
630 Le débiteur.....	575
631 Le paiement en présence d'une pluralité de débiteurs	575
632 Paiement effectué par un représentant ou un agent d'exécution du débiteur	575
B. <i>Le paiement d'un tiers solvens</i>	578
633 Principe.....	578
634 Le paiement d'un tiers intéressé.....	579
635 Le paiement d'un tiers non intéressé.....	579
636 (suite) Les recours du tiers non intéressé contre le débiteur	581
637 Hypothèses dans lesquelles un tiers ne peut payer	582
§ 2 Les conditions requises dans le chef du <i>solvens</i>	584
638 L'article 1238 du Code civil	584
639 La qualité de propriétaire du <i>solvens</i>	584
640 La condition de capacité	585
SOUS-SECTION 2 QUI PEUT RECEVOIR PAIEMENT ?	586
641 Introduction	586
§ 1 Le paiement effectué entre les mains du créancier.....	586
642 Le créancier et les personnes assimilées.....	586
643 Le paiement en cas de pluralité de créanciers	587
644 Capacité juridique du créancier	587
645 Paiement effectué entre les mains du représentant ou de l'agent d'exécution du créancier.....	587
§ 2 L'interdiction de se libérer entre les mains du créancier	588
646 Les hypothèses visées par l'article 1242 du Code civil.....	588
647 Quelques autres hypothèses	589
§ 3 Le paiement effectué entre les mains d'un tiers.....	589
648 Principe : inopposabilité du paiement fait à un tiers	589
649 Cas dans lesquels le paiement fait à un tiers est libératoire	589

Section 3	<i>L'objet du paiement</i>	592
650	Introduction	592
	§ 1 Règles générales.....	592
651	Une exécution conforme à l'objet de l'obligation	592
652	Exceptions au principe	592
653	Indivisibilité du paiement	593
654	Débiteur d'un corps certain ou d'une chose de genre.....	594
655	Débiteur de choses de genre	595
	§ 2 Les règles particulières au paiement en monnaie.....	595
656	Introduction.....	595
657	Dispositions légales applicables.....	595
658	La distinction entre les obligations de somme et les dettes de valeur	596
659	Monnaie fiduciaire, monnaie scripturale et monnaie électronique	597
660	Les questions que soulève le paiement par voie scripturale ou électronique	598
661	Le cours légal de la monnaie fiduciaire : principe et exceptions	599
662	Monnaie de compte et monnaie de paiement	600
663	Le nominalisme monétaire	
	a) Principe	601
664	b) Exceptions	601
665	Le retard de paiement des obligations pécuniaires	602
665-1	L'anatocisme : la capitalisation des intérêts	604
Section 4	<i>Questions particulières relatives au paiement</i>	607
666	Introduction On examinera successivement :.....	607
	SOUS-SECTION 1 LES MODALITÉS DU PAIEMENT	608
667	Introduction	608
668	Le moment du paiement	608
669	(suite) Le paiement par virement bancaire	609
670	(suite) Le paiement par chèque	610
671	Le lieu du paiement.....	611
672	Les frais du paiement	611
	SOUS-SECTION 2 LE DÉLAI DE GRÂCE	612
673	Introduction.....	612
674	Plan de la sous-section	613
	§ 1 Champ d'application du délai de grâce.....	614
675	L'article 1244, alinéa 2, une disposition d'ordre public	614
676	Le champ d'application de l'article 1244, alinéa 2.....	615
677	Le champ d'application	
	a) Principe.....	615
677-1	b) Exceptions	616
677-2	c) Cas particuliers.....	617
678	Distinction entre le jugement et les autres titres exécutoires	618
	§ 2 Les conditions du délai de grâce	619
679	Les conditions d'octroi du délai de grâce.....	619
	§ 3 Les pouvoirs du juge	620

680	L'octroi du délai de grâce	620
681	Les effets du délai de grâce.....	621
682	Déchéance du délai de grâce	622
	§ 4 Délai de grâce et autres faveurs du législateur.....	623
683	Délai de grâce et facilités de paiement	623
684	Délai de grâce et autres délais	624
	SOUS-SECTION 3 L'IMPUTATION DES PAIEMENTS	624
685	Introduction.....	624
686	Les conditions requises pour que la question se pose.....	625
687	Imputation réglée par convention	626
688	Imputation par le débiteur	626
689	Imputation réglée par le créancier	627
690	La règle subsidiaire de l'article 1256	628
	SOUS-SECTION 4 LE REFUS DU CRÉANCIER DE RECEVOIR PAIEMENT	628
691	Introduction.....	628
692	La demeure du créancier	629
693	La procédure d'offres réelles	629
694	(suite) - Conditions de fond	630
695	(suite) - Conditions de forme	631
696	Les offres réelles de corps certain.....	632
697	Le refus de recevoir l'exécution des autres obligations non pécuniaires.....	632
Chapitre 2		
	LE PAIEMENT SUBROGATOIRE.....	634
698	Définition de la subrogation	634
699	Le paiement subrogatoire : notion	635
700	Evolution du paiement subrogatoire	636
701	Nature juridique du paiement subrogatoire	637
702	Plan du chapitre.....	637
	Section 1 Les sources de la subrogation	637
703	Les hypothèses de subrogation	637
	SOUS-SECTION 1 LA SUBROGATION CONVENTIONNELLE.....	638
704	Deux conventions possibles	638
705	La subrogation consentie par le créancier	638
706	La subrogation consentie par le débiteur	640
	SOUS-SECTION 2 LA SUBROGATION LÉGALE.....	640
707	Notion et caractéristiques	640
	§ 1 Les hypothèses de subrogation légale prévue par l'article 1251 du Code civil ...	641
708	Les quatre hypothèses de l'article 1251 du Code civil	641
709	Trois cas particuliers de subrogation légale.....	641
710	La subrogation légale prévue par l'article 1251, 3°, du Code civil.....	642
	§ 2 Les autres hypothèses de subrogation légale.....	643
711	Un phénomène en pleine expansion	643
712	Quelques exemples de textes légaux	644

Section 2	<i>Les conditions de validité de tout paiement subrogatoire</i>	645
713	Quatre conditions	645
714	Absence de conditions de forme : principe et exceptions	645
715	Première condition : une dette à payer	646
716	Deuxième condition : la nécessité d'un paiement effectif et préalable	646
717	Troisième condition : un paiement effectué par un tiers.....	647
718	Quatrième condition : le paiement de la dette d'autrui	647
719	(suite) Premier tempérament : les quasi-subrogations légales	649
720	(suite) – Second tempérament : la technique des avances récupérables	650
Section 3	<i>Les effets de la subrogation</i>	652
721	Nature hybride de l'institution	652
	§ 1 L'effet translatif du paiement subrogatoire.....	652
722	Un mode de transfert entre vifs d'une créance	652
723	Le transfert de tous les attributs de la créance.....	652
724	L'opposabilité des exceptions au subrogé	654
	§ 2 Le volet « paiement » de la subrogation	655
725	Le volet « paiement » de la subrogation	655
726	(suite) – Le droit de préférence du subrogeant en cas de paiement partiel.....	656
Section 4	<i>Comparaison du paiement subrogatoire et de la cession de créance</i>	657
727	Les ressemblances	657
728	Les différences	657
SOUS-TITRE 2		
	Les modes anormaux d'extinction de l'obligation donnant indirectement satisfaction au créancier	659
729	Introduction.....	659
Chapitre 1		
	LA DATATION EN PAIEMENT	660
730	Définition	660
731	Les éléments constitutifs de la dation en paiement	661
732	Nature juridique de la dation en paiement	661
733	Conclusion de la dation en paiement.....	663
734	Effets de la dation en paiement	663
735	Opposabilité de la dation en paiement aux tiers	664
Chapitre 2		
	LA NOVATION	665
Section 1	<i>Principes</i>	665
736	Définition de la novation.....	665
737	Les différents types de novation. Aux termes de l'article 1271,	665
738	Institutions voisines	666
739	Le rôle modeste de la novation dans la pratique	667
Section 2	<i>Les conditions de validité de toute novation</i>	668

740	Conditions requises pour la validité de la novation.....	668
741	Obligation ancienne	668
742	Obligation nouvelle	669
743	Un élément nouveau : <i>l'aliquid novi</i>	669
743-1	(suite) Premier cas : la novation par changement de créancier	670
743-2	(suite) Deuxième cas : la novation par changement de débiteur	670
743-3	(suite) Troisième cas : la novation par changement d'obligation	671
744	L'intention de nover	673
745	Les conditions de validité relevant du droit commun – La capacité	675
Section 3	<i>Les effets de la novation</i>	675
746	Un double effet	675
747	Effet extinctif de la novation	676
748	Effet créateur de la novation.....	676
749	Dérogrations contractuelles aux effets normaux de la novation.....	677
 Chapitre 3		
	LA COMPENSATION	677
750	Introduction	677
Section 1	<i>La compensation légale</i>	679
751	Plan de la section	679
SOUS-SECTION 1	DÉFINITION ET CONDITIONS DE LA COMPENSATION LÉGALE.....	679
	§ 1 Définition et généralités	679
752	Définition de la compensation légale.....	679
753	Les fonctions de la compensation légale.....	679
754	Caractère automatique de la compensation légale	680
755	Le rôle du juge	681
756	La compensation légale n'intéresse pas l'ordre public	682
	§ 2 Les conditions de la compensation légale.....	683
757	Conditions de la compensation légale : vue d'ensemble	683
758	Deux dettes réciproques	683
759	La fungibilité des dettes.....	684
760	La liquidité des dettes	685
761	L'exigibilité des dettes.....	685
SOUS-SECTION 2	CHAMP D'APPLICATION DE LA COMPENSATION LÉGALE.....	686
762	Introduction	686
	§ 1 Les exceptions prévues par l'article 1293 du Code civil.....	687
763	Trois exceptions	687
764	Extension aux créances insaisissables autres que les aliments	688
765	Les exceptions à l'interdiction de compensation prévue à l'article 1293, 3°, du Code civil...	689
	§ 2 L'exception prévue à l'article 1295 du Code civil.....	690
766	L'exception de compensation légale en cas de cession de créance	690
767	L'exception de compensation légale et autres mécanismes translatifs de créance	690
	§ 3 Les exceptions tirées de l'article 1298 du Code civil	691
768	La règle de l'article 1298 du Code civil.....	691

	A. <i>Le principe énoncé à l'article 1298 du Code civil</i>	692
769	Compensation et saisie-arrêt	692
770	Compensation et concours	693
771	Compensation et procédure de réorganisation judiciaire – renvoi	693
	B. <i>Exception à l'article 1298 du Code civil en présence de dettes connexes</i>	694
772	Présentation des exceptions	694
773	L'hypothèse des dettes connexes.....	695
774	Un souci d'équité	695
775	Consécration de l'exception de connexité objective : l'arrêt de la Cour de cassation du 7 décembre 1961	697
776	Evolution de la notion de connexité au travers des arrêts de la Cour de cassation : de la connexité objective à la connexité conventionnelle	698
777	La connexité objective, une notion polysémique	700
778	Illustrations	703
779	La condition d'antériorité des dettes connexes à compenser : une précision importante	705
	C. <i>Cas spécifiques de compensation légale en cas de faillite</i>	705
780	Analyse de deux cas particuliers de compensation légale	705
	D. <i>Compensation légale et réorganisation judiciaire</i>	708
781	La réorganisation judiciaire n'est pas une hypothèse de concours	708
782	Une application du droit commun	709
783	Les articles 34 et 49 de la LCE.....	709
784	L'unique cas de concours	710
	SOUS-SECTION 3 LES EFFETS DE LA COMPENSATION LÉGALE.....	710
785	Un mode d'extinction des obligations.....	710
786	Le rôle de la volonté humaine en matière de compensation légale	710
787	Les clauses de renonciation à la compensation légale.....	711
788	Autres effets de la compensation légale	711
789	La situation de la caution, des codébiteurs solidaires et des créanciers solidaires.....	712
	SOUS-SECTION 4 UN CAS PARTICULIER DE COMPENSATION LÉGALE : LA COMPENSATION FISCALE.....	712
790	Présentation	712
	§ 1 L'apparition de l'article 334 de la loi-programme du 27 décembre 2004.....	713
791	La compensation qui implique l'État au sens large	713
792	La compensation qui implique des créances relatives aux impôts, taxes et cotisations sociales	714
793	Une compensation au profit de l'administration fiscale.....	715
	§ 2 Evolution jurisprudentielle de l'interprétation de l'article 334.....	717
	A. <i>Constitutionnalité de l'article 334 de la loi-programme du 27 décembre 2004 : les premiers arrêts</i>	717
794	Introduction.....	717
795	Arrêt de la Cour d'arbitrage du 19 avril 2006	717
796	Arrêt de la Cour d'arbitrage du 21 juin 2006	718
	B. <i>Deuxième temps : un frein à la compensation fiscale</i>	718
797	Introduction.....	718

798	Arrêt de la Cour constitutionnelle du 19 mars 2009	718
799	Arrêt de la Cour de cassation du 24 juin 2010	719
	C. <i>Troisième temps : retour à un courant plus favorable au fisc</i>	720
800	Introduction.....	720
801	Arrêt de la Cour constitutionnelle du 13 décembre 2012	720
802	Arrêt de la Cour de cassation du 31 mars 2014	721
803	Dérogation au droit commun et à la condition d'antériorité et critique de l'arrêt du 31 mars 2014.....	722
804	Régime de la compensation fiscale : en conclusion	724
Section 2	<i>La compensation conventionnelle</i>	726
805	Plan de la section	726
SOUS-SECTION 1 LE RÉGIME DE DROIT COMMUN DE LA COMPENSATION CONVENTIONNELLE.....		726
806	Définition et conditions de la compensation conventionnelle	726
807	Limites à la liberté contractuelle : aperçu.....	727
808	Les exceptions à la compensation conventionnelle : l'article 1293 du Code civil ? L'article 1293 du Code civil énumère trois cas où la compensation ne peut avoir lieu	728
809	L'exception prévue à l'article 1295 du Code civil : compensation conventionnelle et cession de créance	729
810	L'exception prévue à l'article 1298 du Code civil et ses tempéraments : compensation conventionnelle et concours.....	730
SOUS-SECTION 2 LES CONVENTIONS DE <i>NETTING</i> ET LA LOI DU 15 DÉCEMBRE 2004		730
811	Une transposition large d'une directive européenne	730
812	Efficacité de la compensation conventionnelle malgré le concours - renvoi.....	731
813	La constitutionnalité des articles 14 et 15 : l'arrêt du 27 novembre 2008 de la Cour constitutionnelle	732
814	Modifications apportées par la loi du 26 septembre 2011	735
SOUS-SECTION 3 CONVENTIONS DE <i>NETTING</i> : CESSIION DE CRÉANCE, CONCOURS ET RÉORGANISATION JUDICIAIRE		736
	§ 1 Convention de <i>netting</i> et cession de créance	736
815	L'articulation entre la LSF et l'article 1295 du Code civil.....	736
	§ 2 Convention de <i>netting</i> et survénance d'une situation de concours.....	737
816	L'articulation entre la LSF et l'article 1298 du Code civil.....	737
817	Les conditions d'opposabilité des conventions de <i>netting</i> lors de la survénance d'une situation de concours	738
818	Convention de <i>netting</i> et retour au régime de droit commun	739
819	Cas particulier : faillite et compensation conventionnelle au cours de la période suspecte ... § 3 La procédure de réorganisation judiciaire.....	741
820	Le nouvel article 4 de la loi sur la continuité des entreprises (« LCE »)	742
821	L'interdiction du <i>close-out netting</i>	743
822	Les exceptions au principe de l'interdiction	744
Section 3	<i>La compensation judiciaire</i>	745
823	Définition	745
824	Les conditions de la compensation judiciaire.....	746

SOUS-TITRE 3**Les modes anormaux d'extinction de l'obligation ne procurant aucune satisfaction au créancier**

825 Introduction..... 747

Chapitre 1**LA REMISE DE DETTE..... 748**

826 Introduction..... 748

Section 1 *La décharge conventionnelle : le contrat de remise de dette*..... 748

827 Remise de dette et remise du titre 748

§ 1 La remise de dette..... 749

828 La définition traditionnelle de la remise de dette 749

829 Un contrat consensuel 749

830 Un acte à titre gratuit ou à titre onéreux 750

831 Effet extinctif de la remise de dette..... 750

832 Effet extinctif de la remise de dette en cas de pluralité de débiteurs..... 751

833 Opposabilité de la remise de dette aux tiers 754

§ 2 La remise du titre..... 754

834 Preuve de la remise de dette 754

835 Une règle originale : la remise du titre..... 754

836 Conditions d'application des présomptions 755

837 Une présomption de libération du débiteur 756

838 La remise du titre en présence d'une pluralité de débiteurs 757

Section 2 *La décharge non conventionnelle*..... 757

839 La renonciation unilatérale à un droit..... 757

840 La remise de dette judiciaire 759

Chapitre 2**LA DÉCHÉANCE DE DROIT ET LA RECHTSVERWERKING 761**

841 Introduction..... 761

Section 1 *La déchéance de droit*..... 761

842 Notion 761

843 Les sources de la déchéance 761

Section 2 *La rechtsverwerking* 762844 La *rechtsverwerking* : rejet en tant que concept autonome 762845 La *rechtsverwerking* en tant qu'application particulière de l'abus de droit 764846 L'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} octobre 2010..... 765847 Les conditions de la *rechtsverwerking* en tant que critère de l'abus de droit 766848 Sanctions de la *rechtsverwerking* en tant qu'application particulière de l'abus de droit 766**Chapitre 3****L'IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTION ET LA CADUCITÉ DE L'OBLIGATION..... 767**

849 Introduction..... 767

Section 1	<i>La libération du débiteur par suite de l'impossibilité d'exécution de l'obligation</i>	768
	§ 1 Principes	768
850	Le principe : l'impossibilité d'exécution libère le débiteur.....	768
851	Une impossibilité consécutive à une cause étrangère libératoire	768
852	L'effet extinctif de l'impossibilité.....	769
853	Questions particulières	770
	§ 2 Les règles spéciales prévues par les articles 1302 et 1303 du Code civil	771
854	Introduction.....	771
855	Amoindrissement des effets de la demeure du débiteur	771
856	La situation du voleur.....	772
857	La cession des droits et actions	772
Section 2	<i>La caducité de l'obligation</i>	773
858	Notion de caducité	773
859	La caducité de l'obligation par disparition de l'objet.....	774
860	(suite) Quelques précisions complémentaires	775
860-1	La jurisprudence de la Cour de cassation : synthèse.....	776
861	La caducité de l'obligation et de l'acte juridique par disparition de sa cause	777
SOUS-TITRE 4		
	Les événements affectant l'exigibilité de l'obligation.....	778
862	Introduction.....	778
Chapitre 1		
	LA CONFUSION	778
863	Définition	778
864	Conditions de la confusion.....	779
865	Effet de la confusion : un obstacle à l'exécution.....	780
866	La confusion en présence de plusieurs débiteurs	781
Chapitre 2		
	LA PRESCRIPTION LIBÉRATOIRE.....	781
867	Introduction.....	781
868	Plan du chapitre.....	783
Section 1	<i>Généralités relatives à la prescription</i>	783
869	Prescription libératoire et prescription acquisitive	783
870	Qui peut soulever la prescription ?	783
871	Champ d'application	784
872	Finalités de la prescription.....	784
873	Délai de prescription libératoire, délai de prescription présomptive de paiement et délai préfix de déchéance	784
874	Renonciation, <i>rechtstverwerking</i> et abus de droit	786
Section 2	<i>L'effet de la prescription libératoire</i>	787
875	Inexigibilité de la dette et maintien d'une obligation naturelle	787
Section 3	<i>Les conventions contraires</i>	788

876	Une institution d'ordre public	788
877	Un moyen qui n'intéresse pas l'ordre public	789
Section 4	<i>Les délais de prescription</i>	790
878	Une pléthore de délais	790
SOUS-SECTION 1 LA COMPUTATION DES DÉLAIS		790
879	Point de départ de la prescription	790
880	Mode de computation des délais	791
SOUS-SECTION 2 LES DÉLAIS DE DROIT COMMUN		791
881	Les articles 2262 et 2262bis du Code civil	791
882	La prescription trentenaire des actions réelles	792
883	La prescription décennale des actions personnelles	792
SOUS-SECTION 3 LES DÉLAIS DE PRESCRIPTION PARTICULIÈRE		794
884	Finalités des délais de prescription particulière	794
885	Autres particularités des prescriptions spéciales	795
886	Le contrôle de constitutionnalité	796
887	Des textes de stricte interprétation	796
	§ 1 Les délais de prescription décennale	797
888	La prescription décennale des actions en nullité relative	797
889	Autres dispositions	799
	§ 2 Les délais de prescription quinquennale	800
890	Quelques exemples	800
891	L'article 2277 du Code civil. Aux termes de cette disposition,	801
892	Les actions en réparation d'un dommage fondées sur une responsabilité extracontractuelle	805
	§ 3 Les autres délais	806
893	Délais de prescription triennale	806
894	Délais de prescription biennale	807
895	Délais de prescription annale	809
896	Délais de prescription par six mois	809
Section 5	<i>Les causes de suspension et d'interruption</i>	810
897	Introduction	810
	§ 1 Les causes de suspension	810
898	Notion	810
899	Causes de suspension	810
900	L'article 2278 du Code civil	811
901	Autres causes de suspension	812
	§ 2 Les causes d'interruption	812
902	Notion	812
903	Les actes interruptifs	813
904	(suite) L'interruption de la prescription en présence d'une obligation à pluralité de créanciers	814
905	(suite) L'interruption de la prescription en présence d'une obligation à pluralité de débiteurs	816

Section 6	<i>Les prescriptions présomptives de paiement</i>	818
906	Les prescriptions présomptives de paiement	818
907	Hypothèses de prescriptions présomptives de paiement	819
908	La prescription de l'article 2272, alinéa 2, du Code civil	820
909	Régime juridique des prescriptions présomptives de paiement.....	822
910	Des dispositions légales dont l'intérêt est modeste.....	824

PARTIE 2

L'OBLIGATION EN TANT QUE BIEN..... 827

911	Introduction et plan.....	827
-----	---------------------------	-----

Chapitre 1

	GÉNÉRALITÉS RELATIVES À LA TRANSMISSION DES OBLIGATIONS	827
--	---	-----

912	Définition de la transmission de l'obligation	827
913	Conséquences de la subsistance de l'obligation	828
914	Les types de transmission.....	829
915	Transfert de l'obligation sous ses différentes facettes : transmission active, transmission passive, transmission de contrat.....	829
916	Plan de la deuxième partie.....	830

Chapitre 2

	LA CESSION DE CRÉANCE.....	831
--	----------------------------	-----

917	Les opérations translatives de créance	831
918	Droit commun de la cession de créance et régimes particuliers	831
919	Plan du chapitre.....	832

Section 1 *La cession de créance dans son contexte*..... 832

920	Définition	832
921	Une opération à visages multiples	834
922	Une institution à deux volets.....	835
922-1	Les règles organiques de la cession de créance envisagée en tant que mode de transmission de créance.....	835
922-2	Les règles organiques de la cession de créance envisagée en tant que convention entre le cédant et le cessionnaire	836

Section 2 *La conclusion du contrat de cession de créance*

923	Une convention bipartite	836
924	Les formes de la cession.....	837
925	(suite) Formalismes applicables à la cession	837
926	Objet de la cession	838

Section 3 *Les effets de la cession de créance entre parties*

927	Cession de créance et vente	839
	§ 1 Les effets de la vente de créance.....	839
928	Application des dispositions légales relatives au contrat de vente	839
929	Obligation de <i>dare</i>	840

930	Transfert des accessoires.....	840
931	Obligation de délivrance de l'acte instrumentaire.....	840
932	Obligation de garantie	841
933	Garantie de droit.....	841
934	Garantie de fait.....	842
	§ 2 Les cessions de créance autres que la vente	842
935	Introduction.....	842
936	Cession à titre onéreux	843
937	Donation de créance.....	843
Section 4	<i>L'opposabilité de la cession de créance aux tiers autres que le débiteur cédé...</i>	843
938	Deux catégories de tiers.....	843
SOUS-SECTION 1 LA GENÈSE DE LA LOI DU 6 JUILLET 1994.....		844
939	Les critiques adressées à l'ancien article 1690	844
940	Les projets de loi 1492 et 1039	846
SOUS-SECTION 2 LE PRINCIPE DE L'OPPOSABILITÉ <i>SOLO CONSENSU</i>		848
941	L'opposabilité <i>solo consensu</i> de la cession	848
942	<i>Prior tempore potior iure</i>	849
943	Preuve de l'antériorité de la cession de créance	849
SOUS-SECTION 3 EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE L'OPPOSABILITÉ <i>SOLO CONSENSU</i>		852
944	Champ d'application des alinéas 3 et 4 de l'article 1690, § 1 ^{er}	852
945	Des textes d'interprétation stricte	852
	§ 1 L'hypothèse des cessions successives de la même créance :	
	article 1690, § 1 ^{er} , alinéa 3, du Code civil.....	853
946	Une question controversée : la portée de l'article 1690, § 1 ^{er} , alinéa 3, du Code civil.....	853
	A. <i>Les hypothèses indiscutables</i>	853
947	La double cession d'une même créance.....	853
948	(suite) L'exigence de la bonne foi	854
949	Application au créancier gagiste	855
	B. <i>Les interprétations extensives de l'article 1690, § 1^{er}, alinéa 3</i>	855
950	L'interprétation la plus large de l'article 1690, § 1 ^{er} , alinéa 3	855
951	Une seconde interprétation, moins large, de l'article 1690, § 1 ^{er} , alinéa 3	857
	C. <i>Interprétation stricte de l'article 1690, § 1^{er}, alinéa 3</i>	859
952	Critiques des interprétations extensives	859
953	Conclusion : la portée de l'article 1690, § 1 ^{er} , alinéa 3	860
	§ 2 L'hypothèse du paiement de bonne foi à un créancier de bonne foi du cédant :	
	l'article 1690, § 1 ^{er} , alinéa 4, du Code civil.....	860
954	Introduction	860
955	Première condition : avant la notification ou la reconnaissance de la cession.....	861
956	Deuxième condition : un paiement.....	861
957	Troisième condition : paiement, de bonne foi, du débiteur.....	862
958	Quatrième condition : un créancier du cédant.....	862
959	Cinquième condition : la bonne foi du créancier du cédant	862
Section 5	<i>L'opposabilité de la cession au débiteur cédé</i>	862
960	Introduction.....	862

961	Les modes d'opposabilité et l'importance pratique de l'opposabilité au débiteur cédé	863
SOUS-SECTION 1 LA NOTIFICATION..... 864		
962	Questions examinées.....	864
963	Définition de la notification	864
964	Principe de la liberté de la forme	865
965	Qui peut notifier ?	866
966	Que faut-il notifier ?.....	867
967	Faut-il notifier dans un certain délai ?.....	868
968	Comment s'administre la preuve de la notification et de sa date ?	869
969	Le cas particulier visé à l'article 1690, § 2	872
SOUS-SECTION 2 LA RECONNAISSANCE		
970	Principe.....	872
971	Que recouvre la notion de « reconnaissance » ?	872
972	Notification, reconnaissance, connaissance	873
973	Formes de la reconnaissance.....	873
SOUS-SECTION 3 LA CONNAISSANCE DU DÉBITEUR CÉDÉ		
974	Principe : la place actuelle de la connaissance	874
Section 6 La portée de la transmission..... 875		
975	Introduction	875
SOUS-SECTION 1 LA TRANSMISSION DES ACCESSOIRES DE LA CRÉANCE..... 875		
976	Transfert des accessoires	875
977	La notion d'accessoire	875
978	Dérogations conventionnelles	877
979	Les moyens purement personnels au cédant	877
980	<i>Quid</i> des actions en nullité ou en rescision ?.....	877
981	<i>Quid</i> du droit à la résolution du contrat synallagmatique ?	878
SOUS-SECTION 2 LES ATTRIBUTS NÉGATIFS DE LA CRÉANCE : L'OPPOSABILITÉ DES EXCEPTIONS		
AU CESSIONNAIRE..... 879		
982	Le principe d'opposabilité des exceptions.....	879
983	Une double précision	880
984	Plan de la sous-section	881
	§ 1 L'état de la question avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 juillet 1994	881
985	L'ancien formalisme d'opposabilité de la cession de créance au tiers : rappel	881
986	L'opposabilité des exceptions.....	882
	§ 2 Le principe de l'opposabilité des exceptions sous l'empire de la loi du 6 juillet 1994	883
987	L'opposabilité de la cession de créance au débiteur cédé : rappel	883
988	L'article 1691 du Code civil	884
	A. <i>Les exceptions déduites d'actes juridiques accomplis à l'égard du cédant</i>	885
989	Première catégorie d'exceptions	885
990	La condition de bonne foi dans le chef du débiteur cédé.....	886
991	Sort des actes juridiques postérieurs à la notification ou à la reconnaissance	887
	B. <i>Les exceptions autres que celles déduites d'actes juridiques accomplis à l'égard du cédant</i>	888

992	Deuxième catégorie d'exceptions	888
993	Illustrations.....	888
994	Les exceptions inhérentes aux contrats synallagmatiques.....	889
995	L'exception de compensation légale : l'article 1295 du Code civil	890
996	(suite) Une hypothèse particulière : l'exception de compensation légale entre dettes connexes	891
	C. <i>L'inopposabilité des exceptions</i>	892
997	Dérogations d'origine légale	892
998	La renonciation à invoquer une exception.....	892
999	<i>Quid</i> du silence prolongé du débiteur cédé ?.....	893
1000	L'exception de simulation	896

Chapitre 3

	LA TRANSMISSION PASSIVE DE L'OBLIGATION	896
1001	Introduction et plan du chapitre.....	896
1002	Utilité de la cession de dette	898
Section 1	<i>L'absence de réglementation de la cession de dette</i>	899
1003	Une lacune du Code civil.....	899
1004	La jurisprudence de la Cour de cassation	900
Section 2	<i>Les procédés indirects permettant d'atteindre des résultats voisins de la cession de dette</i>	901
1005	Introduction	901
1006	La novation par changement de débiteur	901
1007	La stipulation pour autrui	902
Section 3	<i>La convention de délégation</i>	903
1008	Introduction.....	903
	§ 1 Définition et éléments essentiels de la délégation.....	904
1009	Une institution à part entière	904
1010	Définition de la délégation	905
1011	Éléments constitutifs de la délégation.....	905
	§ 2 Les effets de la délégation.....	906
1012	L'abstraction de l'obligation du délégué envers le délégataire	906
1013	Des codébiteurs tenus <i>in solidum</i>	907
1014	L'indisponibilité de la créance du délégant envers le délégué.....	907
1015	Comparaison de la délégation avec d'autres figures juridiques.....	908
Section 4	<i>La cession de dette organisée sur la base du principe de la liberté contractuelle</i>	909
1016	Deux types de cession.....	909
1017	La cession de dette parfaite : un contrat tripartite	909
1018	La cession de dette imparfaite : un contrat bipartite	910

Chapitre 4

	LA TRANSMISSION DU CONTRAT	911
1019	Introduction – Position du problème.....	911

Section 1	<i>La cession d'un contrat synallagmatique en droit commun</i>	913
1020	Le droit commun selon la Cour de cassation : le démembrement du contrat	913
1021	La cession de contrat en tant qu'institution spécifique	914
1022	La convention tripartite de cession de contrat	916
1023	La cession de contrat en tant que convention bipartite	917
Section 2	<i>Les régimes particuliers de transmission de contrat</i>	918
1024	Introduction	918
	§ 1 La transmission de plein droit du contrat.....	919
1025	La transmission des contrats en cas de fusion de sociétés	919
1026	La transmission du bien loué en droit commun : article 1743 du Code civil.....	919
1027	L'aliénation du bien affermé : l'article 55 de la loi sur le bail à ferme	920
1028	La transmission du bien loué dans les lois relatives au bail de résidence principale et au bail commercial	921
1029	La cession de l'entreprise et les contrats de travail.....	921
1030	La cession entre vifs d'une chose assurée.....	922
	§ 2 La transmission du contrat en tant qu'objet d'une convention	922
1031	La cession du bail par le preneur.....	922
1032	Autres exemples	923
Bibliographie		925
Table alphabétique		959
Table des matières		977